

L'Inde accueillera des réfugiés hindous, chrétiens et bouddhistes mais ne veut plus de musulmans

écrit par François des Groux | 12 décembre 2019



L'information semblait scandaliser les journalistes de CNews et de France Info : rendez-vous compte, l'État indien va discriminer les musulmans en refusant aux réfugiés d'Afghanistan, du Pakistan et du Bangladesh d'acquérir la nationalité indienne !

En revanche, les minorités hindoue, chrétienne, jainiste, parsi, sikh et bouddhiste, persécutées dans ces pays (quand elles n'ont pas été exterminées...), bénéficieront de la nouvelle loi votée mardi 10 décembre.

Scandaleux ! Impensable ! Intolérable !

Pourtant, cela paraît logique. Pourquoi l'Inde devrait accueillir des réfugiés musulmans alors qu'il existe 57 pays de l'OCI sûrement plus hospitaliers avec leurs

coreligionnaires ? De plus des pays comme l'Arabie saoudite, le Pakistan ou l'Iran discrimine impitoyablement – et tous les jours – les chrétiens (les juifs, n'en parlons pas...) sans que cela n'émeuve les journalistes de France Info.

Et les hindous, en tant que polythéistes, comment sont-ils considérés en terre d'islam ?

.

Et puis, comme dans les pays d'Europe anciennement dominés par les ottomans, l'islam et les moghols musulmans n'ont pas laissé, en Inde, que de bons souvenirs. Mais pour qu'un journaliste français le comprenne, il faudrait qu'il ait appris l'histoire et se soit débarrassé de ses œillères idéologiques...

.

Évidemment, la gauche indienne s'oppose à cette loi "islamophobe" du parti nationaliste hindou du BJP (Narendra Modi) en vertu du principe de laïcité contenu dans la Constitution et des traditions de tolérance et d'accueil. En fait, nous avons les mêmes en France qui invoquent la laïcité pour faire disparaître le christianisme et les droits de l'homme pour faire advenir l'islam.

.

"Avec vos lois démocratiques nous vous coloniserons. Avec nos lois coraniques nous vous dominerons"

– Youssef al-Qaradâwî

L'Inde veut exclure les étrangers musulmans de la

naturalisation

Le pays est agité par une vive controverse sur la naturalisation des immigrants illégaux. Le projet de loi, adopté en partie, prévoit de limiter cette possibilité aux non-musulmans.

Une mesure discriminatoire selon les musulmans

Que dit ce texte ? Si l'on écoute le discours officiel du gouvernement, c'est un projet humanitaire : accorder la nationalité indienne à des réfugiés étrangers qui fuient l'oppression. Mais ce texte, surnommé CAB (pour Citizenship Amendment Bill), a tous les aspects d'une loi anti-musulmans.

Selon lui, la nationalité indienne pourrait être attribuée à tout immigrant illégal vivant en Inde depuis six ans, à condition qu'il soit hindouiste, bouddhiste, sikh, chrétien... tout, sauf musulman, alors même que dans les pays voisins de l'Inde, de nombreux musulmans sont victimes de discrimination ou de persécution, comme les Rohingyas en Birmanie ou les Chiïtes au Pakistan ou au Bangladesh.

La Constitution indienne de 1955 est pourtant fondée sur un principe de laïcité et elle exclut, dans son article 14, toute discrimination liée à la religion. Mais le pouvoir de Narendra Modi est engagé dans un processus nationaliste qui revendique le caractère hindouiste du pays et instrumentalise les conflits religieux.

https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/un-monde-d-avance/l-inde-veut-exclure-les-etrangers-musulmans-de-la-naturalisation_3719241.html

Inde: la chambre basse adopte un texte controversé

sur la citoyenneté

Le projet de loi, adopté dans la nuit de lundi à mardi, faciliterait la naturalisation de tout immigré venant de trois pays voisins, tout en excluant les musulmans.

.

Contraire à la Constitution, selon l'opposition

Le gouvernement, dirigé par les nationalistes hindous, affirme que cela doit permettre à des minorités persécutées dans ces pays musulmans de trouver refuge en Inde, mais pour l'opposition, ce n'est qu'un prétexte pour empêcher les immigrés musulmans de devenir indiens.

Or cette discrimination religieuse va à l'encontre de la Constitution laïque de l'Inde, comme le rappelle Shashi Tharoor, député du Parti du Congrès, dans l'opposition.

« Ceci représente une trahison de l'idée fondatrice de l'Inde. Le principe selon lequel la religion définit la citoyenneté, c'est le socle fondateur du Pakistan, pas de l'Inde. L'Inde, à l'inverse, a été fondée sur l'accueil des populations de toutes les croyances et religions. Et notre Constitution reflète ce principe. »

<http://www.rfi.fr/asie-pacifique/20191210-inde-chambre-basse-adopte-texte-controverse-citoyennete-musulmans>